

Le bulletin d'information

CGT Educ'action 95

Numéro 5 - Mai-Juin 2022

la
cgt

ÉDUC'
ACTION

Une illusion...désillusion !

Déléguer nos vies ne les changera pas

« Je sais aussi que nombre de nos compatriotes ont voté ce jour pour moi, non pour soutenir les idées que je porte, mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite [...] J'ai conscience que ce vote m'oblige pour les années à venir », annonçait Macron devant ses partisans au soir du second tour de l'élection présidentielle. Une déclaration qui, comme les promesses électorales, n'engage que ceux qui y croient. Trois semaines plus tard, Elisabeth Borne est nommée Première ministre, portant fièrement son lourd bilan antisocial. Rideau. Brutalité, « coups tordus » - dénoncés dans ces termes publiquement par les syndicalistes qui l'ont côtoyée - ont émaillé son action de « femme de gauche », toute dévouée au néolibéralisme. Au ministère des transports : fin du statut cheminot pour les nouveaux-elles embauchés, transformation de la SNCF en société anonyme et ouverture à la concurrence. Au ministère du travail, on lui doit une nouvelle liquidation des droits sociaux au travers de l'assurance chômage. A l'œuvre dès sa nomination, le dimanche 22 mai, Borne annonçait clairement la couleur : priorité à l'attaque frontale contre la retraite, avec un nouveau recul du départ à 65 ans (déjà finis donc les 64 de l'entre-deux tours). Prétendant comme toujours la sauvegarde de « la force du modèle social ».

Dans l'Education, la rentrée 2022 s'annonce déjà catastrophique, avec une pénurie historique d'enseignant-es, et de lamentables et provocateurs job-dating de recrutement qui déqualifient et précarisent nos métiers. Sur le lisier de l'école du socle commun et des compétences, sur celui des lois et plans Blanquer, nous ne ferons rien fleurir. Cette future rentrée n'est ni le fruit du hasard ni celui d'une improvisation ou d'une inorganisation du ministère. C'est le résultat concret d'une même politique, exigée par la bourgeoisie depuis plus de 20 ans, aggravée sous Sarkozy, Hol-

lande et Macron : abattre un secteur, parce qu'il est sous statut, capable de luttes et de grèves, capable aussi de porter (même de façon minoritaire) des pédagogies et des pratiques émancipatrices et alternatives. Pratiques qui pensent l'Education comme un lieu pour transformer la société vers l'égalité.

Casser le statut c'est lui substituer une armée de précaires dont on attend un moindre coût et une totale soumission. Notre collègue et camarade contractuelle qui subit un licenciement déguisé pour son engagement syndical en sait quelque chose (voir ci-dessous). C'est amplifier le plein pouvoir des chefs-managers hors sol et leurs salaires au mérite, c'est transformer des métiers qualifiés en tâches quantifiables pour définir un marché par bouts, enfin c'est en finir avec un service public, privatiser ce qui sera rentable et assurer une source de profits aux propriétaires des moyens de production et autres actionnaires, pour amplifier la reproduction sociale par l'école.

Universitaire et historien, Pap Ndiaye n'est pas Blanquer, certes. Mais gare aux illusions ! La feuille de route confiée par le chef suprême est toujours la même. Pire, la crise capitaliste, amplifiée par la guerre en Ukraine, aiguise l'agressivité du bloc bourgeois dans sa détermination à maintenir le taux de profit et sa dangerosité au regard de la lutte des classes : **la guerre sociale va s'intensifier.** Inflation, blocage des salaires d'un côté, détermination à développer le taux de profit de l'autre.

Ce n'est pas dans les urnes que l'on changera la société, c'est par l'action collective et les mobilisations de masse. Ces mobilisations ne viendront pas de nulle part, mais elles viendront parce que notre classe est organisée et unifiée. **Ouvrons à renforcer l'action du syndicalisme dès à présent, et ce, sans minimiser ses difficultés et ses insuffisances actuelles. Renforçons nos contre-pouvoirs !**

**Reconduction immédiate pour notre camarade contractuelle !
Respect de l'exercice du droit syndical ! Non à la discrimination !**

Vous trouverez en flashant le Code QR (également sur [notre site](#)) le communiqué de la CGT Educ'action 95 concernant la situation d'une collègue enseignante contractuelle et camarade militante de notre syndicat qui subit un licenciement déguisé totalement injuste du fait de son engagement. **Nous invitons les collègues à se saisir de ce communiqué et à le partager très largement.**



Actualités Premier Degré

L'évaluation d'école : attention, il y a danger !

Après une première expérimentation lancée par le gouvernement à Paris notamment, les évaluations d'école seront généralisées dès la rentrée 2022, sur la base de 20% des écoles par an. Cela s'effectuera notamment par regroupements de petites écoles.

Chaque regroupement ou école sera évalué-e sur une périodicité de 5 ans et l'évaluation s'étalera sur un laps de temps assez important, 2 trimestres environ. Cette évaluation aboutira à la mise en place d'un nouveau projet d'école, qui sera donc réévalué au terme du quinquennat suivant. On ne nous la vend pas comme une inspection d'école, mais comme une évaluation non individuelle. C'est la structure, et non les personnes, qui seraient sous le feu de ce processus. Les domaines évalués seront choisis parmi 4 : apprentissage et suivi des élèves, environnement institutionnel et partenarial, bien-être de l'élève et climat scolaire et enfin acteurs et fonctionnement de l'école. Une phase d'auto-évaluation de 8 à 12 semaines aura pour objectif « d'analyser l'école dans sa totalité », en intégrant les temps scolaires et périscolaires, et en faisant participer les enseignant-e-s, les parents, les élèves et la collectivité locale.

Ce travail sera largement mené par les directeurs-trices, même si aucun temps dédié n'est précisé. A la fin, un rapport d'auto-évaluation sera envoyé à une commission indépendante.

Commencera alors la phase d'évaluation externe, menée par des personnels désignés par le DASEN et n'intervenant pas dans l'école (IEN, CPC...). Cette commission fera passer des entretiens dans l'école mais aussi avec les parents, les collectivités, etc ou mènera des observations au sein de l'école. Un pré-rapport sera ensuite soumis et discuté à l'école. Puis le rapport d'évaluation finale établi, véritable contrat d'objectifs, sera présenté en conseil d'école, donnant lieu à un nouveau projet d'école.

Les brèves du Premier Degré

Solidarité avec les 6 de Pasteurs

Contre l'autoritarisme des petits aux grands chefs, retrouvez **la pétition contre la mutation forcée de nos 6 collègues** de l'école Pasteur de Saint-Denis. #SoisProfEtTaisToi #SoutienAux6DePasteur
Plus d'infos : <https://vu.fr/vKyy>

La crise de recrutement s'intensifie

Avec 484 admissibles pour 1430 postes dans l'Académie de Versailles, **la rentrée 2022 s'annonce catastrophique**. Il s'agit bien d'une politique consciente de notre hiérarchie.
Lire notre analyse : <https://vu.fr/lyrY>

Au final, cette commission de pilotage externe ne fera rien d'autre que vérifier la mise en conformité des pratiques et des objectifs des écoles avec les orientations académiques et nationales.

Ce processus semble donc inquiétant à plusieurs titres.

Les indicateurs proposés ne sont autres que les évaluations nationales CP-CE1, largement contestées par la communauté éducative car peu révélatrices des véritables compétences des élèves et sans doute amenées à être de plus en plus biaisées par le bachotage réalisé dans certaines écoles.

En outre, les questionnaires de « satisfaction » qui seront adressés aux parents et aux élèves font froid dans le dos. Ce seront là les attitudes et pratiques des enseignant-e-s qui seront jugées, renforçant ainsi un clientélisme qui n'a pas droit de cité dans le service public de l'éducation nationale.

Cela risque également de créer une fois de plus de l'épuisement et du découragement, des équipes, confrontées dans la réalité à l'impossibilité de mettre en oeuvre certaines préconisations, dont **la charge de travail s'alourdira faute de moyens supplémentaires et face à des classes toujours surchargées**. Le risque est donc grand que cette nouvelle forme de management génère une logique de comptes à rendre, avec une mainmise largement renforcée sur le corps enseignant. **Ce qui est certain, c'est que cette gestion entrepreneuriale n'améliorera en rien la qualité du service public, mais alimentera largement le jeu de la concurrence entre les écoles et atomisera encore plus les collectifs de travail !**

La CGT Educ'action 95 réaffirme son opposition à ces évaluations d'école, demande aux équipes de se réunir et de rédiger des motions d'écoles, et de refuser d'y participer.

Actualités Second Degré

Contre les DG insuffisantes, pour de vrais moyens dans l'éducation nationale, pour défendre l'éducation prioritaire : la mobilisation continue !

L'exemple des collèges de Villiers-le-Bel

À Villiers-le-bel, les trois collèges de la ville se sont coordonnés afin de faire corps face au mépris supplémentaire de notre institution. En effet, la dotation globale est encore bien en de-ça des besoins effectifs dans ces établissements qui n'ont de « prioritaire » que le nom.

Le Jeudi 7 Avril, au Collège St Exupéry, on comptait 90 % de grévistes sur l'établissement, le Vendredi 8 Avril, c'est au tour du Collège Martin Luther King d'afficher un total de 90 % de grévistes et 100 % des AED, et enfin, le Lundi 11 Avril, la grève était suivie au Collège Léon Blum. Le Mardi 12 Avril fut la date choisie afin de réunir les trois établissements. À 10h, **un rassemblement et une manifestation sur le parvis de la mairie ont eu lieu, en lien avec les parents d'élèves, des as-**

sociations de la ville et des élèves du collège Martin Luther King venus en soutien. À 14h, un second point de rendez-vous a eu lieu à la DSDEN à Osny.

Une audience fut alors demandée et aussitôt refusée, sans qu'aucune prise de rendez-vous ne soit proposée par le représentant, descendu à notre rencontre après quelques heures de revendications au pieds de l'immeuble. **Une énième fois, l'indifférence de nos institutions pour l'avenir des élèves s'est observée.**

Aussi, des Assemblées Générales s'organisent dans l'Est du département réunissant divers établissements du secteur.

D'ores et déjà, l'AG, soutenue par la CGT Educ'action 95, appelle les parents et les collègues des autres communes (Garges-les-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-bel) à se mettre en grève et se regrouper le Mardi 31 Mai 2022.

Continuons d'organiser ensemble, par l'action et par la grève, la mobilisation !

Les brèves du Second Degré

Repression syndicale : victoire au Collège Jean Moulin de Sannois

La tentative de repression contre un représentant syndical de la CGT Educ'Action, par ailleurs membre du bureau de notre syndicat, a échoué (voir Bulletin n°3), grâce à la mobilisation et la grève massive des équipes éducatives et pédagogiques. Le rapport du chef d'établissement et son adjointe est classé sans suite.

Non à l'agrandissement du collège J.J. Rousseau à Argenteuil

Retrouvez la pétition en ligne ainsi que le courrier qu'adresse les équipes - soutenues par des parents d'élèves ainsi

que des élus de la ville : <https://vu.fr/zmeQ>

Lutte contre les DG dans le 95 (voir également ci-dessus)

- Pétition « Des moyens pour la réussite des élèves du collège Bel Air de Franconville » lancée par les collègues de Bel Air et que nous vous invitons à signer via ce lien : <https://vu.fr/UAlj>

- La CGT obtient une rallonge de 15h de DG au LP Château d'Epluches à la suite d'interpellation.

Communiqué de la CGT Educ'action 95 à propos du « Pas de vague » dans les lycées du département

A retrouver sur notre site : <https://vu.fr/zRWq>



Manifestations contre l'extrême droite et la politique anti-sociale de Macron, entre les deux tours. @H.Click

Retour sur les journées intersyndicales des femmes



Les jeudi 24 et vendredi 25 mars se sont déroulées les journées intersyndicales des femmes à la Bourse du travail de Paris.

Ces journées ont regroupé des militant-es de notre confédération CGT, mais aussi de la FSU et de l'Union Syndicale Solidaires, qui travaillent de concert depuis 1998. Réunissant divers corps de métiers, le but est avant tout d'organiser chaque année des rassemblements

afin d'unir le collectif autour d'enjeux qui nous concernent toutes.

Fort de son succès au vu de l'importante participation des camarades, ces journées sont une réelle richesse d'échanges, de réflexions et de confrontations sur les questions revendicatives des Femmes sur leurs lieux de travail et sur leur position dans les syndicats. Les sujets abordés étaient au nombre de 4 : *Égalité professionnelle, où en est-on ? ; Féminité et masculinité dans le sport ; Femmes et extrême droite ; Inégalités de genre et crise écologique.*

Sujets d'actualité par excellence, avec des problématiques qui sont le reflet de notre société, ces thèmes mettent en perspective des axes nouveaux de réflexion,

renforcés par un apport de connaissances conséquent au vu de la qualité des intervenantes et de la maîtrise des sujets.

La conclusion reste cependant la même : la lutte sera encore longue mais possible en unissant nos forces militantes.

Nous ne pouvons que vous inviter à apporter également votre expérience et votre contribution en vous y rendant l'année prochaine, un départ collectif est à envisager. Un compte-rendu de ces rencontres est disponible sur demande.

La prochaine Collective académique se réunira le vendredi 10 juin, à Nanterre, de 13h à 17h. Venez nombreuses !

Pour sortir de l'isolement, (re)créer des collectifs de travail pour résister et reprendre en main nos vies, l'importance de la syndicalisation !

La CGT est la première Confédération syndicale de France. Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la **CGT Éduc'Action**. Enseignant-es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires... tout-es ensemble, nous construisons une école qui forme et émancipe. Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves. Et surtout penser et mettre en pratique une autre école. Dans le département, nous organisons chaque mois un conseil syndical ouvert à tout-e-s les syndiqué-e-s pour décider des orientations de notre syndicat. Des formations et journées d'étude sont proposées sur nos métiers, la pédagogie et sur l'histoire du syndicalisme.

Se syndiquer à la CGT Educ'action

Je souhaite :

o Prendre contact

o Me syndiquer

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél : Email :

Etablissement :

Code Postal : Ville :

Retour à : CGT Educ'Action 95, Espace Mandela - 82 Boulevard Leclerc - 95100 Argenteuil

Vous pouvez également nous rejoindre sur notre [site internet](http://site.internet) ou en nous envoyant un email à sden-cgt-95@wanadoo.fr